

R.C.

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

(Commun à tous les lots)

OBJET DE LA CONSULTATION :

**RÉHABILITATION D'UNE HABITATION AU BÉNÉFICE DE LA MAISON DE SANTÉ –
DÉMOLITION – GRAND RUE A LENCLOITRE (86140)**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : Vendredi 6 Février 2026
AVANT 12 HEURES**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

passé en application de l'article R.2123-1, 1° relatif à la commande publique

MAITRE DE L'OUVRAGE : **COMMUNE DE LENCLOITRE**
1 place Général Pierre
86140 LENCLOITRE

MAITRISE D'OEUVRE : Architectes : **SARL CORSET - ROCHE & ASSOCIES**
(Mandataire) 5, rue de la Marne
86000 POITIERS
Tél 05.49.58.39.25

REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 1er - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les marchés relatifs aux travaux de :

Réhabilitation d'un bâtiment au bénéfice de la maison de santé – Démolition – Grand Rue

pour le compte de la COMMUNE DE LENCLOITRE

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront à compter du 1^{er} avril 2026 et devront être achevés au plus tard le 31 août 2026.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Etendue et mode de consultation

La consultation est une procédure adaptée (passée en application de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique) lancée sans variante obligatoire.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'opter pour une phase de négociation avant de définir le choix des entreprises.

La mission de Maîtrise d'œuvre est une mission de base augmentée par la rédaction des quantitatifs tous corps d'état. Les plans techniques d'exécution restent à la charge des entreprises concernées.

2.2 - Clause de réexamen

Le marché pourra être modifié, suivant les dispositions de l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si la modification revêt un caractère « substantiel » au sens de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique et sans qu'il soit nécessaire d'organiser une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

2.3 - Maîtrise d'œuvre

2.3 1 **Architecte**

CORSET-ROCHE & ASSOCIES
5 rue de la Marne 86000 POITIERS
Tél. : 05 49 58 39 25 - agence@cr-architectes.com

2.3 2 **Economiste de la Construction**

CABINET CIREYAM
77 rue de Vert 86360 CHASSENEUIL DU POITOU
Tél. : 05 49 55 31 76 – contact@cireyam.fr

2.4 - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.4 1 **Décomposition en lots**

Les travaux seront répartis en 1 lot unique :

Lot UNIQUE – RETRAIT AMIANTE PLOMB – DÉMOLITION

Le marché sera conclu avec les entrepreneurs séparés ou groupés conjoints solidaires.

2.5 - Contrôleur technique

APAVE
27, rue Victor GRIGNARD
86061 POITIERS CEDEX

2.6 - Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé

SEBAT
6, Avenue Auguste Sutter
86100 CHÂTELLERAULT

2.7 - Bureau d'études de sol

Ginger CEBTP
4 rue Jacques Babinet
86130 JAUNAY MARGNY

2.8 - Compléments à apporter au CCTP

Sans objet

2.9 - Variantes

Les entreprises doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Les entreprises pourront néanmoins proposer, avec l'offre de base, des variantes, sous réserve qu'elles comportent toutes leurs incidences directes ou indirectes sur les autres lots.

Certains lots pourront comporter des options que les entreprises auront l'obligation de chiffrer et auxquelles le Maître d'Ouvrage pourra ou non donner suite.

2.10 - Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

2.11 - Délai d'exécution

Le délai ne pourra dépasser un "délai global plafond" dont le détail est précisé à l'article 6 de l'acte d'engagement.

2.12 - Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.13 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 (QUATRE-VINGT-DIX) jours, à compter de la date limite de réception des offres.

2.14 - Propriété intellectuelle des projets

Sans objet

2.15 - Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet

2.16 - Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement, après inscription, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-dessous, aux paragraphes A et B, datées et signées par eux.

Le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve qu'il produise, s'il ne l'a déjà fait, dans le délai de 7 jours francs les certificats sociaux et fiscaux.

A - Un dossier de candidature :

L'entreprise candidate justifiera de ses capacités professionnelles, de ses moyens humains et financiers.

Ce dossier comprendra toutes les justifications stipulées à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique, lettre de candidature DC1, l'imprimé type déclaration du candidat DC2 élaboré par le Ministère de l'Economie et des Finances, attestations d'assurance, qualifications QUALIBAT, QUALIFELEC... et références de moins de 5 ans de l'entrepreneur ainsi que les certificats de capacité correspondants.

B - Un projet de marché comprenant :

- un Acte d'Engagement (A.E.) : cadre ci-joint à compléter et signer,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulière (CCAP) accepté sans modifications
- le DPGF : chaque candidat devra impérativement présenter la décomposition de son prix global et forfaitaire en complétant le cadre du bordereau de prix qui est joint sans le modifier.
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cahier ci-joint à accepter sans aucune modification. Des variantes peuvent être ajoutées à l'offre de base.
- un mémoire technique justifiant des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document comprendra toutes les justifications et observations de l'entrepreneur : organisation envisagée sur le chantier (moyens techniques et humains), fiches techniques ou catalogue des produits et prestations proposés par le candidat.

ARTICLE 4 - SELECTION ET JUGEMENT DES OFFRES

A l'appui de sa proposition, l'entrepreneur devra fournir **un mémoire technique** comprenant au minimum :

Encadrement

- Fiche indiquant l'encadrement et les moyens humains spécifiques à ce chantier, matériel et éventuellement fournisseurs et sous-traitants.

Délai

- Fiche indiquant le programme d'exécution des ouvrages et la durée des différentes phases du chantier du présent lot, inscrit dans le planning global avec confirmation du respect et de l'approbation des délais indiqués dans le calendrier prévisionnel des travaux.

- Délais de fabrication, délais d'approvisionnement, délais de fourniture des documents et plans d'exécution des ouvrages, ...

Méthodologie des travaux – Organisation du chantier

- Fiche indiquant les procédés et moyens d'exécution et de levage envisagés,
- Méthodologie de mise en œuvre,
- Plan sommaire d'installation de chantier,
- Mémoire sur les nuisances pouvant être constatées.

Organisation de la qualité

- Fiche indiquant les procédures internes ou externes à l'entreprise pour le contrôle de la qualité des ouvrages.

Organisation de la sécurité et de l'hygiène

- Fiche indiquant les procédures internes ou externes à l'entreprise pour l'organisation de la sécurité et l'hygiène.
- Mémoire sur les démarches et dispositifs envisagés par l'entreprise pour assurer la sécurité des travaux vis-à-vis des travailleurs et des tierces personnes.

Dispositions pour le respect de l'environnement

- Fiche indiquant les dispositions prévues pour assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets.

Fournitures

- Fiche indiquant la provenance des principales fournitures et matériaux et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants.

Attestation de visite des existants

- Une visite est conseillée et sera prévue pendant la période de consultation.

Divers

- Explication sur les références et compétences,
- Indications diverses et spécificités de l'entreprise.

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentages :

Valeur technique de l'offre	50 %
Prix des prestations	50 %

Valeur technique de l'offre : 50%

Méthode de notation :

Note sur 10 points

* Application de la note moyenne 5 pour une offre répondant strictement au DCE (sans points particuliers de valorisation ou dévalorisation)

* Application d'une note inférieure à 5 pour une offre restant conforme au DCE mais comportant des points de dévalorisations (erreurs, prestations dites équivalentes mais d'un niveau inférieur = -1 point par dévalorisation)

* Application d'une note supérieure à 5 pour une offre proposant des points particuliers de valorisations par rapport au DCE (précisions sur mise en œuvre, remise d'un mémoire détaillé, prestations dites équivalentes mais d'un niveau supérieur, optimisation des délais d'exécution, autres points particuliers = +1 point par valorisation).

Formule de calcul : note entreprise = 50% x note obtenue x 10

Prix des prestations : 50% - cohérence

Méthode de notation :

Note sur 10 points

Prix de référence du moins disant divisé par le prix de l'entreprise notée.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la décomposition du prix global forfaitaire ou sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des autres pièces de l'offre sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront également rectifiées, et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir de la décomposition globale forfaitaire ou de l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, qui sera pris en considération.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Formule de calcul : note entreprise = 50% x $\frac{\text{prix moins disant}}{\text{prix entreprise}}$ x 10

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

5.1 - Modalités de transmission électronique des offres

Les candidats transmettront obligatoirement leur offre par voie électronique avant le **Vendredi 6 Février 2026 à 12h**.

Conditions de remise des candidatures et des offres

La transmission des candidatures et des offres s'effectue obligatoirement par voie électronique via le profil d'Acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Formats Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des BPU, DQE et DPGF qui doivent être retournés en format XLS ou XLSX.
Si l'entreprise souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur, alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : DOC, DOCX, PPT, PPTX, RTF, DWG, JPG, AVI...).

Virus Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature **La signature électronique n'est pas exigée**
Le marché sera, in fine, signé avec l'Attributaire sous forme manuscrite.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Volume maximal transmissible

La taille maximale des fichiers à transmettre est limitée à 1 Go au total. Il est ici rappelé que, en application de l'article R2143-13, les documents justificatifs de candidature peuvent être stockés au préalable dans un espace de stockage numérique pour autant que l'accès à cette espace soit gratuit pour l'Acheteur que toutes les informations nécessaires à sa consultation figurent dans le dossier de candidature.

Horodatage

L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de votre réponse est réceptionné par le Profil d'Acheteur. Il est ainsi conseillé de débiter le transfert suffisamment longtemps avant l'heure limite de dépôt et de prendre en compte le volume à transmettre ainsi que le débit de votre connexion internet.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD, ...).

⚠ Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

⚠ L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Assistance Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leurs questions via la plateforme <https://www.marches-securises.fr> avant le **6 Février 2026**.

Une réponse sera alors apportée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.